

Service de prévention des risques techniques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**Portant mise en demeure de Maître Torelli, liquidateur judiciaire de la
Société Saturnic située sur la zone industrielle de la Grèze sur le
territoire de la commune de VALREAS (84600).**

**Le préfet de Vaucluse
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5.
- VU le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU le décret du 9 mai 2018, publié au journal officiel du 10 mai 2018, portant nomination du préfet de Vaucluse - M. Bertrand GAUME ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013 358 - 002 du 24 décembre 2013 réglementant les activités de la société SATURNIC ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 2020 donnant délégation de signature à M. Christian Guyard, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 30 juin 2020 portant autorisation temporaire d'occupation des sols au profit de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 30 juin 2020 proposant l'exécution des travaux d'office par l'ADEME au sein de l'installation classée ancienne exploitée par la société Saturnic ;
- Vu le signalement de l'ADEME du 11 septembre 2020 par lequel cette agence a constaté l'apport de nouveaux déchets amiantés sur le site par un tiers ;
- VU le rapport du 23 octobre 2020 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées qui confirme l'insuffisance des moyens d'interdiction d'accès au site et la présence de déchets amiantés récemment déposés ;

Vu le jugement du tribunal de commerce du 21 août 2019 désignant Maître Torelli comme liquidateur judiciaire de la société Saturnic et l'audience du 10 décembre 2020 à laquelle ont été convoqués la DREAL et la DDPP ;

CONSIDÉRANT que des déchets amiantés ont été déposés récemment sur le site ;

CONSIDÉRANT que les moyens mis en œuvre pour interdire l'accès au site sont manifestement insuffisants (absence de clôture de 4m, portail ne fermant pas à clé et absence de signalisation en périphérie du site indiquant l'interdiction de pénétrer et le danger de mort lié à la présence de déchets amiantés) ;

CONSIDÉRANT que l'insuffisance des moyens mis en œuvre pour interdire l'accès au site est de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure Maître Frédéric Torelli, liquidateur judiciaire, de respecter les dispositions des articles R 512-39-1 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 précité ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a été informé de cette mesure par un courrier de l'inspection des installations classées du 30 octobre 2020 et qu'il a également pu exposer ces arguments lors de l'audience du tribunal de commerce du 10 décembre 2020 précitée ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations de Vaucluse ;

A R R E T E

ARTICLE 1 er :

Maître Frédéric Torelli, liquidateur judiciaire, dont le siège social est situé, 29, rue des Lombards à 30 000 Nîmes est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article R 512-39-1 du code de l'environnement en mettant en place sur les installations de la société Saturnic, situées, ZA la Grèze à 84600 VALREAS des mesures d'interdiction d'accès au site dans un délai de deux semaines à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 er ne serait pas satisfaite dans le délai prescrit par le même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de Maître Torelli, les sanctions prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES CEDEX 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours Citoyens" accessible par le site Internet : « www.telerecours.fr ».

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois susmentionné. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le sous-préfet de l'arrondissement de Carpentras, le directeur départemental de la protection des populations,, le maire de Valréas, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Maître Torelli.

30 DEC. 2020

Pour le préfet,
le secrétaire général,

Christian GUYARD

